



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales

ISSN: 2788-275X

www.reriss.org

Numéro 03

**REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES
INTERDISCIPLINAIRES EN
SCIENCES SOCIALES**



ISSN: 2788 - 275x

Juin 2021



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2788-273X

ORGANISATION

Directeur de publication

Monsieur BAH-BI Youzan, Professeur Titulaire de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Directeurs de la rédaction

Monsieur TOH Alain, Maître de Conférences de Sociologie du Développement rural, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur DJE Bi Tchan Guillaume, Maître de Conférences de Psychologie génétique différentielle, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Secrétariat de rédaction

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Maître de Conférences de Géographie rurale, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur SEHI Bi Tra Jamal, Maître-Assistant de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur BAH Mahier Jules Michel, Maître-Assistant de Sociologie du Politique, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Mademoiselle N'CHOT Apo Julie, Maître-Assistant de Sociologie de la Famille et de l'Education, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Madame KOUAME Solange, Maître-Assistant (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité Scientifique

Monsieur AKA Adou, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AKA Kouamé, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ASKA Kouadio, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ATTA Koffi Lazare, Directeur de recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BAH Henry, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-273X

Monsieur BANEGAS Richard, Professeur Titulaire (Institut d'Etudes Politiques, Paris, France)

Monsieur BIAKA Zasséli Ignace, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BOA Thiémélé Ramsès, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur CHAUVÉAU Jean Pierre, Directeur de Recherches (IRD, Montpellier, France)

Monsieur DAYORO Z. A. Kévin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DEDY Séri Faustin, Maître de Recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DOZON Jean Pierre, Directeur de Recherches (EHSS, Marseille, France)

Monsieur EZOUA C. Thierry A., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur GOGBE Téré, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur HAUHOUOT Célestin, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur IBO Guéhi Jonas, Directeur de Recherches (Université Nangui Abrogoua, Abidjan, RCI)

Madame KOFFIE-BIKPO Céline Yolande, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONE Issiaka, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUADIO Guessan, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU N'Guessan F., Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUASSI N'goran F., Directeur de Recherches (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUDOU Opadou, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DA Paul, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DOUBA Boroba F., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2788-273X

Monsieur TRA Fulbert, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité de lecture

Monsieur ADJA Vanga Ferdinand, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Monsieur AGNISSAN Aubin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DIGBO Gogui Albert, Maître-Assistant (Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, RCI)

Monsieur KEI Mathias, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONIN Séverin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU Ossei, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUDOU Landry Roland, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Madame LODUGNON-Kalou Evelyne (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NASSA Dabié Axel, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NKELZOK KOMTSINDI Valère, Professeur Titulaire (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Monsieur OTEME Appolos Christophe, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur OUAKOUBO Gnabro, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Madame PIRON Florence, Professeur Titulaire (Université Laval, Montréal, Canada)

Monsieur YOMB Jacques, Maître de Conférences (Université de Douala, Douala, Cameroun)



SOMMAIRE

Préface

BAHA-BI Youzan

Le « planter-partager » dans l'accès à la terre dans la Sous-préfecture de Guibéroua (Centre-Ouest ivoirien) : dynamiques et enjeux en contexte de certification foncière rurale

LOGNON Franck Patrick & TOH Alain..... 1

Conflits fonciers liés au projet AVB : facteurs explicatifs et leurs traductions spatiales dans le département de Béoumi

SOUMAHORO Soualiho, KOUASSI N'Guessan Gilbert & GOGBE Téré 19

Mode de perception, stratégie marketing et comportement d'achat du consommateur chez des utilisateurs de smartphones à Abidjan

TOHOURI Arnold Oswald Ephrem Rock.....37

Représentations sociales de la convulsion fébrile chez les enfants de 0 à 5 ans et pratique de guérison : cas de la ville de Bonoua

KAMBO Kouablé Boris, EKOUN Ahou Epiphanie & SOGODOGO Ruth Affoussata..52

Protocole de gestion des déchets biomédicaux solides en externe : cas du CHU de Treichville.

KROU Hermann Assémien & KOFFI N'goran Justin.....56

Type de famille et comportements sexuels des adolescents ivoiriens

DIOP Aminata 84

Enjeux politiques et électoraux à l'épreuve de l'occupation et du maintien des populations sur les sites à risque d'inondations et d'éboulements de terrain dans la commune d'Attécoubé (Abidjan/Côte d'Ivoire)

SAVADOGO Boukary93

Impact de la dynamique des pratiques sociales sur la demande des certificats fonciers chez les populations d'Aniassué dans le département d'Abengourou (cote d'ivoire)

TANO Adou Joseph..... 106

L'institutionnalisation des communs sanguins : entre région citoyenne et région incivique : une analyse à partir du cas du CTNS de Treichville

DABE Honzalo Janine 121

Les déterminants de la consommation des médicaments de rue dans la commune d'Abobo / Abidjan (Côte d'Ivoire)

AKPOUET Kouakou Hermann 135



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2788-2794

La coutume comme référent des représentations relatives à l'adoption du certificat foncier chez les Abouré de Yaou

ADOUKO Diane Natacha épouse Kouadio.....146

Rapport de pouvoir et gestion des conflits a l'unité agroindustrielle l'IVOIRIENNE D'HEVEA (IDH) de Grand-Lahou

GRAH Kragbé Emmanuel.....156



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-273X

PREFACE

La Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales vient apporter une réponse à une multitude d'interrogations des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs de l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences de l'Homme et de la Société (UFR-SHS) d'une part, et des étudiants de Master et de Doctorat d'autre part. Quatre raisons fondamentales justifient a priori ces interrogations et cette naissance.

- La première est que toute Université ou institution d'enseignement supérieur ne vaut que par la puissance de ses recherches et des résultats de celles-ci. Les colloques, les Séminaires, les journées scientifiques, les symposiums, les tables rondes ou tout autre meeting d'intérêt scientifique, à caractère national et ou international, doivent y contribuer.
- La deuxième est que les résultats et/ou les produits des travaux de recherche doivent être publiés pour être connus dans le monde scientifique. Telle doit être la vision ou l'ambition de tout chercheur. Telle est aussi la mission de toute revue scientifique de qualité.
- La troisième est que la recherche supporte l'enseignement et en assure la qualité et la pérennité. La recherche assure la renommée de l'Université sur le plan international. Cela est d'autant plus vrai que le Professeur HAUHOUOT Asseypo, ancien Président de l'Université de Cocody écrivait dans la préface de la première Edition 2000 de l'Annuaire de la Recherche ceci : « par sa dynamique holistique, la recherche apparaît comme le meilleur garant de l'avenir et de la solidarité qu'il n'est même pas exagéré de dire que toutes les autres activités tiennent d'elle leur légitimité. » La revue constitue indiscutablement en la matière le support idéal.
- La quatrième raison est que la promotion des Chercheurs et des Enseignants-Chercheurs, leur épanouissement scientifique, pédagogique et leurs profils de carrière dans les différents grades du CAMES passent inévitablement et nécessairement par les publications dans des revues de référence.

En rapport avec ces quatre raisons, il est à constater que depuis la fin des années 1980, l'éclatement de l'ancienne Faculté des Lettres Arts et Sciences Humaines en quatre UFR a consacré la disparition des Cahiers de la Faculté et des Annales de l'Université. L'UFR-SHS qui compte onze départements, dont six filières d'enseignement, trois Instituts et deux Centres de Recherche, ne dispose plus de revue à sa dimension. Il est bon de rappeler à juste titre que l'UFR-SHS est la plus grande de par ses effectifs d'étudiants (15 700), de Chercheurs et d'Enseignants-Chercheurs (500 environ) et de personnels administratifs et techniques « PAT » (100 environ).

S'il est vrai que chaque département fait l'effort de se doter d'une ou de deux revues caractérisées généralement par des parutions intermittentes ou irrégulières, à défaut



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-273X

de disparaître purement et simplement faute de moyen, il n'en demeure pas moins que cela est largement en deçà des attentes.

Il va sans dire que la plupart des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs s'adressent à des revues étrangères en Afrique, en Europe et/ou en Amérique pour publier leurs travaux avec des fortunes diverses (rejets d'articles, retard des publications et longues attentes etc.).

C'est donc pour résoudre un tant soit peu ces problèmes que les équipes de recherche, les Conseils de département et le Conseil d'UFR-SHS ont suggéré la création de deux revues scientifiques à l'UFR.

La première sera destinée aux publications des travaux de recherche en sciences sociales et humaines. La deuxième revue publiera, outre les résultats des recherches en sciences sociales, les communications des spécialistes d'autres disciplines scientifiques (sciences médicales, juridiques, économiques, agronomiques, etc.).

Cela devra résoudre ainsi les problèmes d'interdisciplinarité et pluridisciplinarité dans la mesure où les sciences sociales sont des sciences transversales au carrefour de toutes les disciplines.

Pour ce faire, la périodicité à terme est de deux parutions annuelles, c'est-à-dire une parution semestrielle pour chaque revue.

En ce qui concerne particulièrement la Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (RERISS), l'on devra admettre des numéros spéciaux et des parutions exceptionnelles selon les intérêts et les enjeux du moment.

Il pourra, par exemple, s'agir des numéros spéciaux consacrés aux travaux d'étudiants (Doctorants et Masterants), des actes de colloques et séminaires, des études de projets d'intérêt scientifique avec des partenaires extérieurs, ainsi que de toute autre initiative pouvant aboutir à une mise en commun des travaux issus de plusieurs spécialités et sujets dans divers domaines de la recherche scientifique.

C'est l'exemple de ce tout premier numéro RERISS qui sera mis à la disposition du public en vue de bénéficier des critiques et observations de la communauté Scientifique pour une réelle amélioration.

Toutefois l'accent doit être mis (et ce serait l'idéal) sur les parutions thématiques semestrielles en rapport avec l'actualité du moment.

Si ce principe est acquis, l'on doit s'atteler à préserver ou à sauvegarder la pérennité de la revue et à assurer sa pleine promotion sur le long terme. Cette promotion et cette pérennisation doivent se faire grâce à la mobilisation et la détermination de l'ensemble des animateurs de la revue tous les grades universitaires confondus.

L'on doit ensuite s'atteler à régler la fameuse question de financement qui bloque généralement tout projet de cette nature. En effet la pérennisation et le rayonnement d'une revue de référence dépendent aussi et surtout de ses moyens financiers. Pour éviter une existence éphémère à la RERISS, il est souhaitable que les responsables de



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2788-279X

la Revue fassent d'abord un minimum de sacrifice par des cotisations à un montant supportable. Ensuite, tous les responsables et animateurs doivent souscrire à un abonnement obligatoire, ce qui signifie : à chacun son exemplaire (à un coût qui sera fixé d'un commun accord). Enfin, tous les auteurs sans exception, désireux de publier doivent contribuer à une hauteur financièrement supportable aux frais d'édition de leurs travaux.

Telles sont les suggestions susceptibles d'aider les animateurs de cette revue à assurer un minimum de garantie pour sa survie.

Par notre volonté commune et notre détermination, ce projet peut devenir une réalité pour le bonheur des initiateurs, en particulier des Chercheurs et Enseignants-chercheurs de l'UFR.

Pour terminer, je tiens à remercier tous ceux qui œuvrent inlassablement chaque jour de façon désintéressée afin que ce qui était naguère un rêve devienne une réalité. Il s'agit en premier lieu de tous les membres du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales, qui constituent plus qu'une équipe de recherche, un esprit à nul autre pareil.

Il s'agit ensuite de tous les Chercheurs et Enseignants-chercheurs, membres des différents comités (Comité scientifique, Comité de lecture, Comité de rédaction, etc.).

Il s'agit encore de la Direction des Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI).

Il s'agit enfin des membres fondateurs de la RERISS, garants moraux et scientifiques de la survie de cette œuvre commune.

Merci à vous tous.

Vive la recherche à l'UFR-SHS et longue vie à la revue RERISS.

Professeur BAHA-BI Youzan
Directeur de Publication RERISS



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2788-275X

Enjeux politiques et électoraux à l'épreuve de l'occupation et du maintien des populations sur les sites à risque d'inondations et d'éboulements de terrain dans la commune d'Attécoubé (Abidjan/Côte d'Ivoire)

Electoral policy and issues in the test of the occupation and maintenance of the populations on sites at risk of floods and grounds in the municipality of Attecoubé (Abidjan / Côte d'Ivoire)

SAVADOGO Boukary, savbouk-hary@outlook.fr

Institut d'Ethnosociologie (IES)

Doctorant à Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

Cette étude a pour objet d'analyser les facteurs politiques et électoraux qui favorisent le maintien des populations sur les sites à risque d'inondation et d'éboulement de terrain. Pour ce faire, une enquête de terrain a été réalisée dans la commune d'Attécoubé qui est une zone urbaine et dynamique où les habitats sont à plusieurs endroits à proximité des flancs de colline, de la baie lagunaire et aussi en zone marécageuse mais densément peuplée. Les méthodes qualitatives à travers les entretiens semi structurés ont permis de faire 24 entretiens individuels avec les leaders d'opinion repartis sur l'ensemble des 8 quartiers enquêtés. L'étude a abouti aux résultats suivants : la mobilisation des populations à des fins électorales, le recours au capital social et/ou politique comme preuve de l'implication et de la complicité des gouvernants et les contrats politiques comme élément structurant du maintien des populations sur les espaces à risque. Ces résultats ont par la suite été discutés avec le recueil de quelques documents scientifiques.

Mots clés : enjeux politiques, occupation des milieux à risque, Attécoubé.

Abstract

The purpose of this study is to analyze the political and electoral factors that favor the retention of populations on sites at risk of flooding and landslides. To do this, a field survey was carried out in the commune of Attécoubé which is an urban and dynamic area where the habitats are in several places near the hillsides, the lagoon bay and also in a swampy but densely populated area. Qualitative methods through semi-structured interviews made it possible to conduct 24 individual interviews with opinion leaders spread over all of the 8 districts surveyed. The study led to the following results: the mobilization of populations for electoral purposes, the use of social and / or political capital as proof of the involvement and complicity of the rulers and political contracts as a structural element of the maintenance of populations in high-risk areas. These results were subsequently discussed with the collection of some scientific documents.

Key words: political issues, occupation of at-risk environments, Attécoubé



INTRODUCTION

Chaque année, moult et diverses catastrophes naturelles aux conséquences désastreuses et parfois spectaculaires surviennent sur la planète. Selon (UNESCO, 1991 in Simard M., 1999), elles ont entraîné la mort de 3 000 000 de personnes et bouleversé la vie de 800 000 000 d'autres.

En Côte d'Ivoire et principalement en zone urbaine abidjanaise, les risques d'inondation et d'éboulement de terrain constituent les principales menaces de catastrophe d'origine naturelle (OCHA, 2013).

Les pluies diluviennes qui tombent sur la capitale chaque année paralysent la circulation, endommagent les maisons et provoquent des pertes en vies humaines ; et ce sont les quartiers en zones à risque qui en paient les prix forts (Hauhouot, 2008) et la multiplication des acteurs urbains, la violation des textes par les uns et les autres, et le bas niveau de vie sont autant des facteurs qui accentuent les risques lors d'une inondation (Issaka et Badariotti, 2016)

Aujourd'hui, les politiques publiques se mobilisent pour accompagner et préparer la population à faire face à d'éventuels phénomènes catastrophiques, entre autres les risques d'inondation et d'éboulement de terrain.

Cela nécessite certes une implication de toutes les parties prenantes, mais la communication entre celles-ci s'avère généralement complexe et infructueuse.

Les insuffisances ou les limites de la politique de planification urbaine (habitats, logements, équipements et services de base) n'offrent pas de possibilités d'intégration, ni de promotion aux populations à faible revenu qui n'ont pour alternative que de se retrouver à la marge de la ville, dans les quartiers sous équipés comme ceux de la commune d'Attecoubé dans le district autonome d'Abidjan.

Dans le même temps que l'Etat, l'espace public et le riverain sont dans un système de jeu, les actions des hommes politiques amènent à dire que l'Etat et la municipalité sont dans un jeu de cache-cache vis-à-vis de leurs intérêts sachant bien que les risques divers sont présents dans ces milieux (Yapi-Diahou, 1991) et de souligner la difficulté de localiser et préciser les responsabilités concrètes de chaque individu ou institutions impliquées (Mercedes, 2002).

Ces zones à risques sont des milieux convoités et sollicités en périodes électorales. De ce fait, la mobilisation des habitants est présentée comme une source de confiance et conforte les populations dans leur position.

À cet effet, Bondi et Rizopoulos (2017) définissent le capital politique est comme une forme particulière de capital social permettant d'exercer de l'influence politique. La nature et la densité des relations réticulaires reliant acteurs publics et privés dans des sous-systèmes d'intermédiation des intérêts révèlent une telle capacité

C'est dans ce sens que Lawson (1980) précise que les partis politiques sont des institutions intermédiaires entre l'État et la société. Leur dénominateur commun est de



chercher à influencer l'action collective et les prises de décision. Afin d'obtenir le plus grand nombre de suffrages, ils doivent trouver des moyens de créer des liens avec les citoyens. Ce processus peut s'analyser à travers le concept de « linkage », qui renvoie à des « connexions interactives entre les orientations des élites et les préférences de la population ». Les partis politiques sont au cœur de ce processus, car ils sont « les agents qui forgent les liens entre les citoyens et les décideurs. Leur raison d'être est de créer des connexions entre les gouvernants et les gouvernés ». Il décrit quatre idéaux-types du linkage :

1. Le participatory linkage (« connexion participative ») est le lien entretenu par les partis politiques qui servent d'agents à travers lesquels les citoyens participent au gouvernement.
2. Le policy-responsive linkage (« connexion de responsabilité ») est le lien entretenu par les partis qui s'assurent que les dirigeants gouvernementaux sont attentifs aux opinions des électeurs.
3. Le linkage by reward (« connexion par récompense ») est le lien forgé par les partis qui dispensent des faveurs contre des votes.
4. Le directive linkage (« connexion directive ») est le lien entretenu par les partis utilisés par les gouvernements comme agents de coercition et de contrôle sur leurs sujets politiques.

Pour Offerlé (1989), sans doute faut-il d'abord commencer par un truisme : pour qu'il y ait des élections, il faut qu'il y ait des électeurs, c'est-à-dire des agents disposés à accorder un intérêt différentiel à la compétition électorale. Or ce qui nous apparaît comme un préalable à toute recherche afférant à la constitution d'un marché politique semble très largement impensé dans nombre de travaux sociologiques et historiques prenant pour objet les mécanismes par lesquels sont générés les processus d'échange caractéristiques de la « démocratie représentative ».

L'auteur insiste sur le fait que les visions communes et naïves de la démocratie populistes ou élitistes prédéterminent les limites du pensable et rejettent de leur champ d'investigation ce qui fait justement problème. Or, contrairement à ce que l'on pourrait spontanément accrédi-ter, il ne va pas de soi que le « peuple » ait conquis le suffrage universel, il ne va pas de soi que les « citoyens » aient spontanément trouvé de l'intérêt à cette technologie à périodicité fixe, abstraite, délimitant et pacifiant la compétition entre les élites, à cet instrument de légitimation des gouvernants et d'institutionnalisation de la coupure gouvernants/gouvernés.



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2788-275X

I. METHODOLOGIE

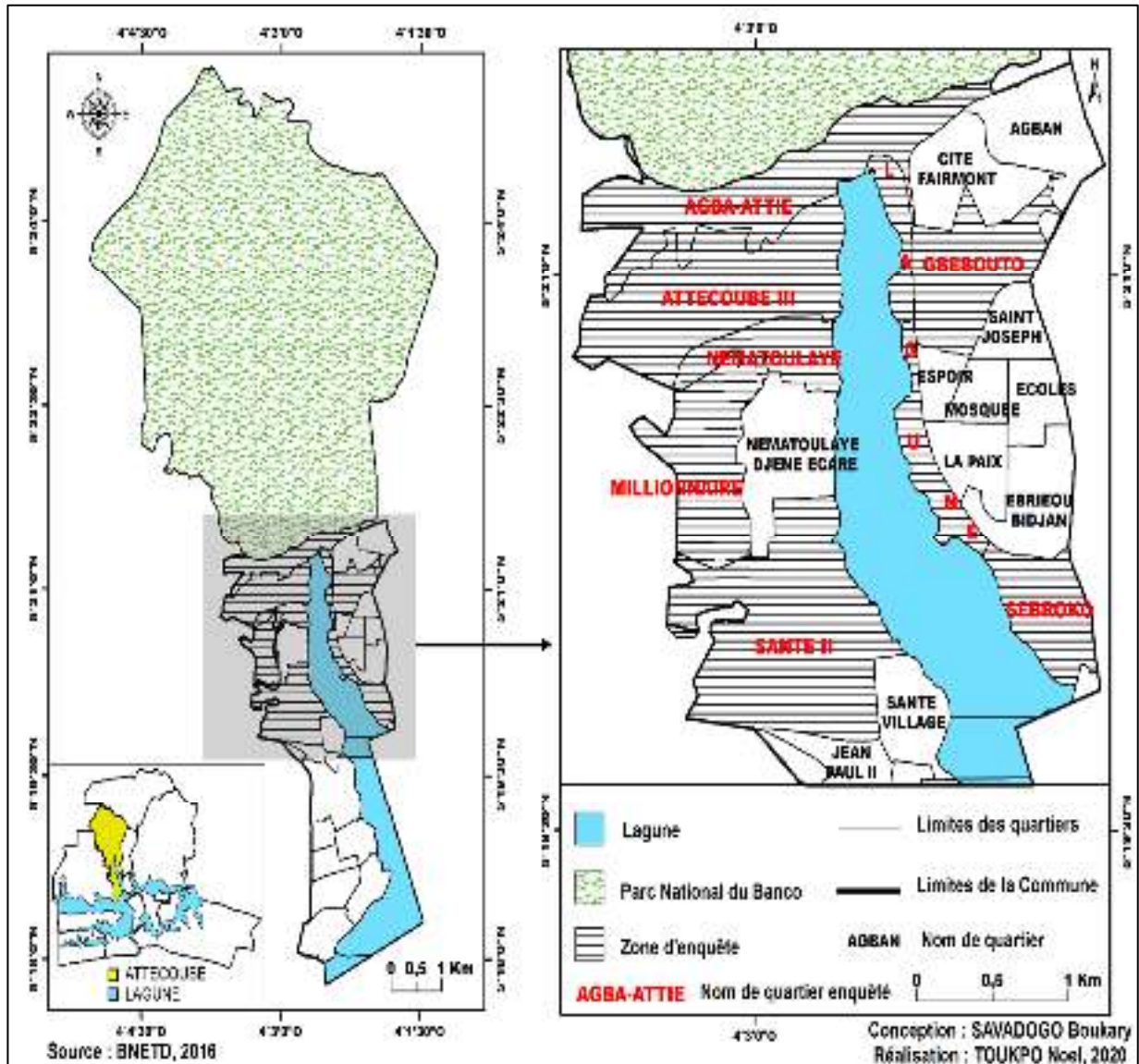
I.1. Milieu d'étude

Situé dans le district, et dans le département d'Abidjan et plus précisément dans Abidjan nord et sur une butte dominant la baie du Banco, Attécoubé ou encore « bidjan-té » en langue Tchamans (Ébrié), signifie le « village en bas ».

La commune s'étend sur une superficie de 70 km², soit 11,2 % de la superficie totale de la ville d'Abidjan mais 40 km² sont couverts par la forêt du Banco et 5 km² correspondent au plan d'eau de la lagune Ébrié (Traoré, 2002). Seuls 25 km² sont habités, par environ 260 911 habitants (INS, 2014).

Les huit (08) quartiers concernés par l'étude sont Agban-attié (Banco I), Attécoubé III, Gbébouto, Lagune, Millionnaire, Némantoulaye, Santé III et Sébroko (Boribana), représentés à travers la carte ci-dessous.

Carte 1 : localisation de la commune d'Attécoubé et des différentes zones à l'étude



I.2. Étude auprès des témoins privilégiés

Le plan d'échantillonnage concerne les enquêtes qualitatives auprès des leaders d'opinion des zones à l'étude. Le nombre de leaders dans cette étude a été déterminé sur le terrain grâce au phénomène de la saturation. Nous avons donc, pour la réalisation des entretiens, un échantillon obtenu sur la base d'un choix raisonné donc de convenance. Cette technique a consisté à choisir un noyau d'individus (personnes considérées comme influentes) noyau auquel s'ajoutent tous ceux avec qui ils sont en



relation (de travail, d'affaires, d'amitié, de coopérations etc.). Ainsi, 24 entretiens individuels ont pu être réalisés comme indiqué dans le tableau suivant :

Tableau 1 : récapitulatif des entretiens individuels

QUARTIERS	NOMBRE D'ENTRETIENS	STATUTS DES INTERVIEWÉS
AGBAN-ATTIÉ (Banco I)	5 entretiens individuels	- Habitant et agent des services techniques - Président du CGQ - Guide religieux (Pasteur) - Chef de la communauté Dan - Chef de terre
ATTÉCOUBÉ III	2 entretiens individuels	- Ancien CGQ et responsable archiviste - Chef de la communauté Gouro
GBÉBOUTO	1 entretien individuel	- Président de l'association Chicago Bulls
LAGUNE	1 entretien individuel	- Président du collectif des résidents
NÉMANTOULAYE	4 entretiens individuels	- Guide religieux (imam) - Président du CGQ - SG du CGQ - Président de l'ONG NVCP
SANTÉ III	7 entretiens Individuels	- Responsable de la communauté malienne - SG Colombe Ivoire - SG CGQ Secteur Konaté - Conseillère D. F. - Présidente des femmes - V., membre du CGQ, secteur Déindé - Représentant de la communauté burkinabè
SÉBROKO (Boribana)	4 entretiens individuels	- Président du CGQ - Responsable de la communauté burkinabè - Président des jeunes - Président de la JICAT

Source : notre enquête, 2019.



I.3. L'enquête de terrain

L'enquête de terrain a été possible grâce à l'application de la méthode de l'observation directe et de l'interview. La méthode de l'observation directe a consisté d'observer l'assainissement des points d'eaux usées, des points d'eaux de ruissellement, l'état de la voirie, de l'habitat, surtout le cadre de vie de la population. Cette méthode a permis de relever dans quelle mesure les pratiques de gestion des déchets, des eaux usées et de ruissellement impactent le cadre de vie de la population. Pour la collecte des données par la méthode de l'interview, nous avons parfois pris des rendez-vous auprès de certains chefs de ménage. Au moment de l'enquête, nous proposons aux enquêtés notre questionnaire. Lorsque certaines réponses appellent des questions auxquelles nous n'avons pas pensé, nous engageons une causerie avec les enquêtés qui nous livrent parfois des informations intéressantes pour la conduite de l'étude.

Le choix du chef de ménage s'est fait de façon aléatoire en tenant compte de la couverture spatiale du quartier. Cette enquête a été réalisée de juillet à septembre 2019. Le chef de ménage, à défaut, le ou la conjoint (e) a été l'interlocuteur. Le questionnaire s'est focalisé principalement sur les impacts des problèmes environnementaux et l'implication des actions des hommes politiques et surtout en période électorale.

I.4. Traitement des données et méthode d'analyse

Les données recueillies pendant l'enquête sont des données qualitatives. Différentes méthodes et techniques ont permis de les traiter, entre autres le dépouillement manuel, L'analyse de contenu est la méthode utilisée pour traiter les données qualitatives et de préférence l'analyse logico-esthétique. En effet, selon Mucchielli (2007), cette analyse étudie la structure du discours en relation avec ses effets de sens. Cette analyse porte sur la forme de la communication, qui donne des informations sur l'état d'esprit du locuteur et ses dispositions idéologiques (vocabulaire, longueur des phrases, ordre des mots, figure de style, hésitation).

II. RÉSULTATS ET DISCUSSION

Les enjeux politiques sont révisés à travers la mobilisation électorale des habitants des zones à risque, le recours au capital social et politique et le rappel des contrats politiques.

II.1. Mobilisation des populations à des fins électorales

Si pour l'État, les politiques publiques apparaissent comme une réponse aux problèmes des populations, les populations quant à elles voient plutôt une intrigue pour acheter leur conscience.

Ainsi, les populations estiment que les hommes politiques s'intéressent à elles à cause de leur poids électoral qu'ils considèrent comme « non négligeable » dans les processus électoraux dans le district autonome d'Abidjan. Cette position est corroborée par les



statistiques qui en témoignent. La commune d'Attécoubé a une forte densité démographique de 2 805, un poids démographique de 5,9 % avec 260 911 habitants¹. De ce fait, le poids électoral de la zone n'est pas négligeable avec 43 centres, 350 bureaux de votes 82 000 inscrits sur la liste électorale².

Aussi, faut-il compter sur le fait que certains de ces quartiers sont des bastions électoraux³ de certains hommes politiques (les quartiers qui font gagner les élections électorales). Les propos du président du comité de gestion du quartier de Sébroko (Boribana) renforcent cette littérature :

« Nous avons mobilisé les populations pour voter le maire actuel. Il sait très bien que les populations présentes ici à Boribana sont un poids qu'il ne faut pas négliger. Il nous a promis beaucoup de choses mais tu sais très bien mon frère SAVADOGO que les hommes politiques sont des champions de fausses promesses. Nous sommes toujours en attentes des promesses qu'ils nous ont faites ».

Les promesses sont faites aux populations par les hommes politiques en vue d'une mobilisation à des fins électorales et celles-ci en retour demeurent sur ces espaces à controverse. Selon Osei (2006), les structures et les programmes des partis africains sont souvent considérés comme faibles, la plupart de ces partis n'étant pas des mouvements de masse et manquant aussi bien d'un appareil stable que de militants actifs. Les partis ne semblent pas servir à l'expression d'intérêts sociaux mais plutôt défendre les ambitions individuelles de quelques hommes politiques.

L'utilisation des politiques publiques à des fins électorales est aussi facteur d'occupation des sites non constructibles comme l'indique V., commerçant, habitant et membre du comité de gestion du quartier de Santé III (Secteur Déindé).

« Ce que je n'apprécie pas dans ce quartier c'est que les autorités ne nous font pas face lorsque nous avons besoin d'elles. C'est à l'approche des élections ou encore quand les cas de glissement de terrains se présentent qu'ils viennent nous voir et une fois les élections terminées, ils s'éloignent encore de nous. Elles savent très bien que nous représentons un poids électoral pour elles et sans nos voix, elles ne seraient pas aux différents postes qu'elles occupent aujourd'hui ».

En périodes pluvieuses, nos autorités passent leur temps à parler de zones à risque à travers les médias. C'est un mal auquel il faut trouver une solution durable. Pour les habitants, il y a un contraste éclairé dans les pratiques des hommes publics en ce sens qu'en périodes électorales, ils ne disent pas : « on va battre campagne en zone à risque ». Au contraire, ils considèrent ces endroits en périodes électorales, comme des lieux propices.

¹ RGPH, 2014

² www.cei.ci

³ Bastion électoral désigne plutôt une région acquise à une formation politique. Il s'agit souvent d'une municipalité ou d'une circonscription législative. Le fief ou le bastion est souvent l'espace où on réalise les meilleurs scores, par effet d'amitié locale.



Cette mobilisation électoraliste est peinte par Braconnier et *al.*, (2013) qui indiquent que la façon dont les milieux populaires votent ne dépend pas seulement de prédispositions individuellement incorporées liées à des caractéristiques socio-démographiques. Le contexte institutionnel et politique compte également, qui est plus ou moins ajusté à leur expression. L'organisation matérielle du scrutin et les dispositifs de « facilitation électorale » sur lesquels elle prend appui, les caractéristiques de l'offre partisane, les dispositifs de mobilisation dessinent un cadre qui apporte, lui aussi, sa part d'explication aux pratiques de vote.

II.2. Recours au capital social et/ou politique comme preuve de l'implication et de la complicité des gouvernants

Le capital social pour Méda (2002), regroupe les relations et les réseaux d'entraide qui peuvent être mobilisés à des fins socialement utiles. Dans ce contexte, le « capital social » apparaît comme propriété de l'individu et d'un groupe, à la fois stock et base d'un processus d'accumulation qui permettra aux personnes bien dotées au départ de mieux se situer dans la compétition sociale. Le capital social renvoie aux ressources qui découlent de la participation à des réseaux de relations qui sont plus ou moins institutionnalisés.

Ainsi, il devient possible d'identifier certains profils-types d'acteurs qui poursuivent des stratégies d'influence à travers leur positionnement dans le réseau et la constitution des coalitions dans des domaines clés.

Ces notions associées à l'examen du terrain ont permis de révéler que certaines personnes au sein des populations exposées aux risques d'inondation et d'éboulement de terrain et aux déguerpissements ont un carnet d'adresse bien fourni. À travers ces adresses, ils multiplient les contacts téléphoniques afin de créer et de développer les formes de résilience. Ils tissent des relations avec certains acteurs du gouvernement ainsi que de la mairie sont mobilisées en situation de crises pour équilibrer ou inverser les décisions administratives.

À titre d'illustration, les faits montrent que face aux cas de déguerpissement, ils mobilisent leurs relations pour les réinvestir dans les négociations afin de garantir le maintien en équilibre de leur rapport à l'espace.

La conséquence directe de tout ce qui précède, c'est que le recours au capital politique chez les populations riveraines apparaît comme une ressource sociale qui facilite le maintien des populations sur les espaces, comme indiqué par le président des jeunes de Sébroko (Boribana) et membre du comité de gestion du quartier :

« Certains responsables à la mairie sont nos enfants. Ils sont nés à Attécoubé ici et connaissent parfaitement nos problèmes. Même si nous sommes constamment menacés, ces derniers connaissent nos différents problèmes et ne peuvent pas restés insensibles sans nous venir en aide puisqu'ils ne peuvent pas trouver des solutions pour nous envoyer ailleurs ».



De ce qui précède, on comprend clairement que le recours aux capitaux sociaux à Attécoubé est une réalité, et cette réalité est étalée par le président du comité d'administration de la fédération des réseaux et associations de l'énergie et du développement durable qui fait un parallèle avec les intérêts cachés des hommes politiques vis-à-vis de leurs administrés :

« Les relations des populations avec les institutions sont souvent mitigées. Quand les élus municipaux promettent à des populations que tant que vous allez me donner vos voix durant les élections municipales, ce qui veut dire que tant que je serai le premier responsable de cette commune, vous allez toujours demeurer dans ces zones. Ils protègent leurs populations pour toujours maintenir leur électorat. Souvent, ils sont aussi obligés de fermer les yeux pour faire face à certains problèmes qu'on ne peut laisser passer. Quand le ministre de la construction, veut récupérer la place qui est réservée à l'État, il envoie des courriers d'informations. Ces populations, par défaut d'exécuter, quand la date indiquée arrive, elles font front ».

À Attécoubé, les populations ont un relationnel déjà politique et dans les hautes instances de l'administration publique, des cadres de partis politiques de haut niveau et du gouvernement. Ils ont un carnet d'adresse très riche, en plus des visites politiques, les rassemblements des populations en faveur de certains leaders politiques. Ces populations constituent un électorat captif pour eux et donc les décisions politiques influencent énormément les décisions administratives.

Dans une démonstration semblable et dans sa théorie des ressources sociales, Lin (1995) pense que le capital social est un produit de la structure sociale, mais qu'il devient utile grâce à l'action voulue et émise par l'individu qui l'investit. D'après lui, la théorie des ressources sociales tient en trois propositions : 1) les ressources aident l'acteur à parvenir à ses fins (proposition des ressources sociales), 2) les positions sociales d'origine facilitent l'accès aux ressources sociales et à leur usage (proposition de la force de la position) et 3) le choix de relations plus faibles et hétérophiles facilite l'accès aux ressources sociales et à leur usage (proposition de la force des liens).

II.3. Contrats politiques comme élément structurant du maintien des populations sur les espaces à risque

L'on a pu constater durant la phase de référence, selon certains habitants, que des partis politiques ont tissé des alliances avec des habitants de ces zones malgré les menaces de risque d'éboulement et d'inondations auxquelles ces populations sont confrontées. Pour ces populations qui comptent sur des personnalités pour se maintenir dans ces zones, les risques sont minimes.

Il s'agit d'un système gagnant-gagnant où des hommes politiques s'engagent à tout mettre en œuvre pour assurer la protection des populations en favorisant leur maintien sur des sites jugés à risque.

L'opinion partagée par les populations riveraines est que les politiques publiques apparaissent comme un jeu d'instrumentalisation de l'action politique, en vue de favoriser l'adhésion du grand nombre aux politiques du gouvernement. Mais, il se



trouve que derrière l'exécution de ces politiques publiques, se cache un électorat silencieux qui pèse dans la balance de décision au niveau des autorités publiques, comme signifié dans cet extrait d'interview avec le président du collectif des résidents du quartier Lagune (Secteur Marine).

« Quand les populations de CFI⁴ ont été déguerpiées, elles ont été installées dans la commune de Songon. Ces populations reçoivent les visites des hommes politiques. Pour preuve, ces mêmes populations ont contribué fortement à la victoire du maire du plateau car elles ont été enrôlées sur les listes électorales des dernières élections municipales. En retour, ces hommes politiques en guise de remerciement, sont censés défendre les intérêts de ces populations. Il y a là, un contrat tacite qui existe mais qui ne dit pas son nom ».

À travers ces propos, le maintien des populations sur ces espaces s'expliquerait par une connotation politique car ces populations constituent une unité électorale qui pèse dans la balance des hommes politiques. Ces derniers ne mesurent pas réellement le danger, car les autorités se transforment en négociateurs auprès des décideurs lorsqu'il s'agit de les déguerpir.

CONCLUSION

Si « voter » est un principe démocratique, alors il, nous rappelle que le gouvernement nous appartient. Pour mobiliser l'électorat et remporter le scrutin, un candidat doit établir un dialogue avec les gens, motiver les électeurs à voter. Cette stratégie communicationnelle pousse les politiques à :

- identifier des électeurs potentiels, aller à leur rencontre avec un message très clair, qui fasse le lien entre le candidat et des problèmes concrets rencontrés par les habitants au quotidien ;
- mobiliser les nouveaux électeurs (les jeunes, les personnes marginalisées...etc.) ;
- cibler les événements et les lieux de rassemblement (marchés, parcs, mariages...etc.).

Mauger (2007), dans ce sens fait remarquer alors que la participation des classes populaires aux nouveaux « jeux électoraux » les oppose « les élites ». Une opposition au sens second du terme qui montre que les élites sachant bien que les populations occupent les sites à risque pour des raisons socioéconomiques. Derrière ces raisons se tissent des relations et des perceptions propres à chaque acteur. En effet, d'un côté, les hommes politiques voient un électorat captif tandis que de l'autre côté, les populations pour le fait d'être à la base de l'élection d'une lus, confortent leur position dans ces milieux. Elles perçoivent cette manière comme un moyen d'intégration dans la sphère sociale des

⁴ Compagnie Forestière de l'Indénié (CFI) était un quartier de la commune d'Attécoubé situé en bordure lagune. Il a été totalement rasé aujourd'hui pour des projets d'Etat.



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2788-275X

Références bibliographiques

Bondi, G., & Rizopoulos, Y. (2017). Une approche empirique du capital politique dans un réseau de gouvernance régionale. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, octobre (4), 619-646. DOI :10.3917/reru.174.0619.

Braconnier, C., Dormagen, J-Y., & De Castro, R. D. (2013). Quand les milieux populaires se rendent aux urnes : mobilisation électorale dans un quartier pauvre de Brasilia Presses de Sciences Po | « *Revue française de science politique* » 2013/3 Vol.63 | pages 487 à 518-489.

Hauhouot, C. (2008). *Analyse du risque pluvial dans les quartiers précaires d'Abidjan. Etude de cas à Attécoubé*, 10 p.

Institut National de statistiques. (2015). *Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire - Profil de pauvreté*, 99 pages.

Issaka, H. & Badariotti, D. (2013). « Les inondations à Niamey, enjeux autour d'un phénomène complexe », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 263 | Juillet-Septembre 2013, mis en ligne le 01 juillet 2016, consulté le 16 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6900> ; DOI : 10.4000/com.6900.

Lawson, K. (1980). *Political Parties and Linkage. A Comparative Perspective*, New Haven, Londres, Yale University Press. 13-19.

Lin, N. (1995). Les ressources sociales : une théorie du capital social. In : *Revue française de sociologie*, 36-4. Analyses de réseaux et structures relationnelles. Etudes réunies et présentées par Emmanuel Lazega. pp. 685-704 ; doi : 10.2307/3322451.

Mercedes, P. (2002). Sociologie et risque : nouveaux éclairages sur les facteurs sociaux et la participation publique, (MANA, *Revue de Sociologie et d'Anthropologie*, 2002, n° 10-11 : 285-305).

Mauger, G. (2007). Sur la participation des classes populaires aux nouveaux « jeux électoraux » Editions du Croquant | « *Savoir/Agir* » 2007/1, n° 1 | pages 49 à 58.

Méda, D. (2002). Le capital social : un point de vue critique, *Altern. Économiques* | « *L'Économie politique* » 2002/2 no 14 | pages 36 à 47.

Mucchielli, A. (2007). "Les processus intellectuels fondamentaux sous-jacents aux techniques et méthodes qualitatives", *Recherches Qualitatives*, Hors-série (3), pp.1-27.

OCHA. (2013). *Côte d'Ivoire : besoins Humanitaires en phase de transition*. 35p.



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2788-275X

Osei, A. (2006). La connexion entre les partis et les électeurs en Afrique : le cas Ghanéen. *Politique africaine*, 104(4), 38-60. doi :10.3917/polaf.104.0038.

Simard, M. (1999). *Proposition de mesures à adopter pour réduire les risques inhérents à d'éventuelles inondations catastrophiques de la rivière Saint- François à Sherbrooke*, Mémoire de maîtrise, Faculté d'Aménagement, d'Architecture et des arts Visuels, Université de Laval, 171p.

Traoré, D. (2002). *Dotation d'une collectivité locale d'outil de pilotage social : Mairie d'Attécoubé*. DESS, Université de Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire, 78p.

Yapi-Diahou, A. (1991). « L'Etat et les municipalités en Côte d'Ivoire : un jeu de cache-cache ? », *Politique Africaine*, n° 40, p. 51-59.